

08.05.2008 - 15:00 Uhr

RVK: 10ème Forum suisse de l'assurance-maladie sociale: "D'où? Vers où? Et comment? Le système de santé à l'horizon 2020"

Lucerne (ots) -

Les visions sur le système de santé du futur comportent autant de facettes que la Suisse, les idées et priorités sur la voie à suivre et le but à atteindre étant aussi diversifiées que les protagonistes de la branche. A l'occasion du 10ème Forum suisse de l'assurance-maladie sociale, de courageux libres penseurs ont risqué un regard critique sur la décennie à venir. Pour prêter un équilibre stable à l'exercice périlleux incarné par le marché suisse de la santé, ils ont présenté leurs théories et révélé des solutions inédites. Cette manifestation était organisée par la Fédération suisse des petites et moyennes entreprises d'assurance-maladie ou RVK.

Les perspectives et possibilités de développement du système de santé de notre pays furent au centre des débats qui se sont déroulés au Palais des Congrès de Zurich. Outre un échange critique d'opinions, les opportunités et les risques de ces douze prochaines années ont été dévoilés, tandis qu'ébauches de solution et visions potentielles étaient esquissées. C'est Hannes Britschgi - rédacteur en chef adjoint du SonntagsZeitung - qui a conduit cet événement durant une journée entière.

Promouvoir activement la santé individuelle

Ilona Kickbusch - politologue et conseillère du département de promotion de la santé de l'OMS - a abordé les méga tendances du secteur de la santé. Elle a déclaré que la Suisse est au coeur de la troisième "révolution de la santé". Celle-ci aurait pour objectif de favoriser la santé dans les univers multiples et variés du quotidien de l'ère moderne. Pour Kickbusch, la santé est un processus actif: "la société de la santé a une compréhension globale, dynamique, individualisée et expansive de la santé". C'est le conseiller d'Etat et chef de la direction de la santé du canton de Zurich, Thomas Heiniger, qui évoqua ensuite la manière dont le système de santé devait évoluer durablement en Suisse. Aux yeux d'Heiniger, la responsabilité individuelle est une condition préalable fondamentale pour ce faire. "Quiconque peut et veut payer plus doit également recevoir davantage - telle est la condition pour que ces personnes acceptent d'aider les individus qui peuvent payer moins". Sa vision de la politique de la santé comprend une stratégie globale, plutôt qu'une lutte contre la maladie et un "renforcement de la prévention et de la promotion de la santé". Une vaste sensibilisation des patients et la nécessité de création d'un plus grand nombre d'incitations en faveur de la responsabilité individuelle seraient des éléments importants pour ce faire.

Concurrence contre gestion fédérale

La question de la finaçabilité de notre système de santé, qui se renforce sans cesse en termes de prestations, va revêtir dorénavant une importance de plus en plus grande. Christoffel Brändli, président du Conseil des Etats et président du conseil d'administration de santésuisse, a défendu le point de vue selon lequel un système de santé finaçable a autant besoin de la concurrence que de consignes politiques claires. C'est dans son exposé que Peter M. Suter - président de l'Académie suisse des sciences médicales (ASSM) - a exposé quelques-uns des avantages et inconvénients majeurs des

dispositifs de gouvernance tant fédéraliste que nationale en matière médicale. Suter juge "qu'une gestion renforcée à l'échelle fédérale s'impose de toute urgence dans le secteur de la médecine de pointe". Nonobstant certaines règles établies uniformément dans tout le pays, il faudrait garantir dans la recherche une certaine autonomie des universités et instituts. "La combinaison actuelle de la gouvernance fédérale et des structures fédéralistes présente des avantages pour l'efficacité et la dynamique du système de santé qui est le nôtre. Il faut pourtant développer et exploiter encore mieux les avantages existant des deux côtés", a précisé Suter.

Des décisions rationnelles rendues difficiles par un déluge d'informations

La mesure dans laquelle les premiers enseignements de la réforme de la santé en Allemagne peuvent être transférés dans le système de santé suisse a été exposée par Michael Weller, responsable du SG Politique de l'organisation centrale allemande "Fédération des caisses d'assurance-maladie". Remplaçant Doris Pfeiffer, présidente (alors absente) du comité de cette organisation, M. Weller a tiré un bilan une année après l'introduction de la réforme de la santé dans son pays, en soulignant que seuls quelques-uns des objectifs majeurs de la réforme ont été atteints sur ce laps de temps. "Aujourd'hui, les caisses ont des possibilités pour souscrire des contrats sur un mode sélectif - la concurrence est de plus en plus forte." Toutefois, les effets souhaités ne sont pas apparus sur le front du financement. Si des mutations structurelles ont certes eu lieu du côté des recettes, une baisse des charges annexes salariales n'est cependant pas prévisible.

Les défis actuels imposent des ébauches novatrices - voilà ce qui a émergé de la conférence sur la télémédecine présentée par Andy Fischer - CEO de Medgate et membre du comité de la Société suisse de télémédecine et eHealth. D'après Fischer, les prestations médicales ne sont plus liées aux frontières géographiques: elles peuvent être exportées. "Le système de santé du futur ciblera beaucoup plus les besoins des patients, il se basera sur des réseaux et des organisations communiquant par voie électronique et il devra alors rester abordable". La télémédecine devrait être un outil capital pour répondre à ces exigences.

Pour Beda M. Stadler, directeur de l'Institut d'Immunologie de l'Université de Berne, l'avenir de la recherche médicale s'est mis en marche depuis longtemps. Mais cette quête ne concerne pas que des innovations: il s'agit aussi de fixer les limites de la recherche. "Etant donné le surplus d'informations, les individus ont du mal à prendre des décisions rationnelles au sujet des traitements et des médicaments."

Charles Giroud - président de la RVK - considère que la votation du 1er juin 2008 sur l'article de la Constitution "Pour la qualité et l'économicité dans l'assurance-maladie" est une date-clé porteuse d'avenir. "Ce nouvel article sur la santé permettra d'ancrer la concurrence et la qualité dans la Constitution. Ce qui garantira une sécurité durable et de longue haleine. Les assurés bénéficieront d'authentiques possibilités de choix grâce à la transparence de la prestation et du prix, dans le cadre de conditions concurrentielles équitables". La question essentielle et décisive du futur consiste - comme on devra y parvenir - à ce que les différents acteurs du système de santé publique cessent de se défaire les uns sur les autres. Les intéressés devraient trouver des solutions communes et les assumer ensuite ensemble à long terme.

Vous trouverez le communiqué de presse et des photos de la manifestation sur le site www.rkv.ch.

La RVK - Fédération et centre de compétences des petits et moyens assureurs-maladie

Avec 46 assureurs-maladie et quelque 800 000 assurés, la RVK est

le plus puissant réassureur du marché de l'assurance-santé suisse. Outre l'activité durable de l'assurance, cette organisation sectorielle pour les petites et moyennes entreprises d'assurance-maladie se distingue par une palette de services performants et novateurs. Grâce à une optimisation constante de l'offre et une information sur les évolutions actuelles du secteur de la santé, les membres de la fédération sont assurés de pouvoir remplir les obligations de plus en plus exigeantes des autorités de surveillance et de satisfaire les besoins croissants des clients.

Contact:

Marcel Graber
Directeur de RVK
Tél.: +41/41/417'05'00
Fax: +41/41/417'05'01
E-Mail: marcel.graber@rvk.ch

Diese Meldung kann unter <https://www.presseportal.ch/fr/pm/100000384/100561029> abgerufen werden.